



ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE NOTRE SYNDICAT LES 24 ET 25 SEPTEMBRE 2009.

POURQUOI LES SYNDIQUES SE SONT REUNIS EN A.G. EXTRAORDINAIRE?

Le chômage partiel, payé en grande partie par l'état (*alors que l'entreprise continue à faire des bénéfices*), a commencé en mars. Ce chômage touche ou a touché tous les secteurs de l'entreprise. Mais la crise est toujours là. En conséquence, il nous semble que nous sommes à la veille ou à l'avant-veille de décisions importantes de la part du groupe, nous sommes persuadés qu'elles seront strictement financières; les directeurs locaux seront vraisemblablement sommé d'appliquer ces éventuelles décisions, même si celles-ci vont à l'encontre de l'intérêt industriel et commercial de l'entreprise.

Le plus dur est-il vraiment passé? Nous avons du mal à le croire ! L'entreprise est de plus en plus « bancal ». Après que l'on nous ait ôté les pièces de rechanges, voilà que les percussions et les cribles marquent des signes de faiblesses. Il y a actuellement deux secteurs porteurs: les cônes et les systèmes.

UNE ASSEMBLEE INTERESSANTE ET RICHE EN DISCUSSION.

Bien que nous gagnerions à être encore plus nombreux, parmi nos syndiqués actuels, toutes les catégories de personnel sont représentées, ce qui nous donne une vue d'ensemble de l'entreprise assez intéressante.

Le syndicat s'est positionné sur plusieurs points, et voudrait maintenant en débattre avec le personnel, dans le but de créer une alternative progressiste aux idées de nos dirigeants.

QUELLE EST NOTRE POSITION?

Malgré que les actionnaires captent l'essentiel de notre résultat, l'entreprise reste un bien commun, c'est grâce à ce bien que nous avons un emploi et un salaire, il faut donc le défendre et le préserver. Nos syndiqués ont placé la valeur travail comme un élément central et fondamental, ils condamnent donc toute forme de laisser aller. Dans la situation actuelle, rien ne serait pire que de baisser les bras, l'heure est au combat pour l'emploi, de meilleurs salaires et la recherche de solutions.

LES PREMIERS FRUITS DE NOTRE RECHERCHE ET DE NOTRE REFLEXION.

1) **Nous ne voulons aucun licenciement sec.** Licencier serait la pire des choses et hypothéquerait l'avenir de l'entreprise. L'entreprise réalise encore de gros profits et reste compétitive. De plus nous n'accepterons pas des licenciements dont le but serait d'augmenter la rentabilité financière du groupe. Le bénéfice net dégagé doit d'abord être réparti entre les salariés et l'entreprise.

2) **Oui à l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise**, mais cela doit se faire par : des investissements appropriés qui amènent de la capacité, une meilleure organisation du travail en pointant d'abord ce qui ne va pas du tout aujourd'hui, avant de tenter de passer à d'autres choses, des emplois en nombre suffisants et une meilleure motivation salariale. L'amélioration de la compétitivité doit aller de pair avec une amélioration des conditions de travail.

3) **Valoriser le travail et les connaissances des salariés par de meilleurs salaires.** Nous demandons également le respect des salariés. L'intimidation, la gestion par le stress, un « management » autoritaire (*comme actuellement en mécanique, ou d'autres services*), les lettres recommandées, ne sont pas de bonnes solutions.

4) **Formation professionnelle plus importante et pour tous**, pour un meilleur épanouissement des salariés dans un réel déroulement de carrière. Combien de salariés sont actuellement bloqué dans leur

classification ? Reconversion si nécessaire.

5) **Transmission des savoirs faire** effectués bien avant le départ des plus anciens.

6) **Politique de recherche et développement et de vente sur les N.P.** Abandonner les percussions serait un erreur, il reste encore dans ce secteur un potentiel et ce n'est pas un produit en fin de vie. Par contre il faut que nous innovions, pour cela des moyens doivent être attribués à la R § D.

7) **Amplifier et accélérer la politique de recherche sur les HP, actuellement HP 3 bloqué par le groupe et pourquoi pas lancer des recherches et fabrications pour les broyeurs miniers, (ex : H.P.800), il y a un marché dans les pays émergents de l'est et ceux du nord de l'Europe. Développer aussi les groupes mobiles N.W., ex : marchés en Inde et Afrique.**

8) **Meilleure coordination entre Logidis et les ateliers.**

9) **Envisager le retour des pièces de rechanges sur Mâcon** si le mécontentement des clients par rapport au site de TONGEREN (*Belgique*) continue.

10) **Dans un moment aussi difficile, il est du devoir du comité d'entreprise de se préoccuper des questions économiques:** Le législateur a donné un certain nombre de droits au C.E. pour que celui ci puisse dire son mot et influencer les décisions. Il peut nommer des experts et en particulier un expert comptable pour l'aider dans la compréhension de la situation. Le C.E. précédent avait confié au cabinet Mâconnais ALTER deux missions annuelles, l'une en Juin, effectuée, (*compte principal*) et l'autre en Novembre (*compte prévisionnel*). La mission de Novembre a été maintenue dans son principe, mais à ce jour aucun expert n'a encore été nommé. Le nouveau secrétaire du C.E. nous avait parlé à une époque du cabinet SYNDEX. Mais rien ne venant nous nous sommes inquiété. Aujourd'hui l'on nous proposerait comme expert, la responsable financière de la société. **Nous ne sommes pas d'accord. Il faut un expert indépendant, à qui l'on puisse confier des missions, même si celles ci ne plaisent pas à la D.G. et notamment celles de préservation des emplois.** Nous demandons donc la nomination du cabinet ALTER, qui offrait toutes les garanties.

11) **En France, comme au niveau Européen ;** les pouvoirs publics doivent contraindre le système bancaire à financer les grands travaux d'infrastructures plutôt que de faciliter la spéculation financière qui nous a emmené ou nous savons. Les besoins en routes, voies ferrées, canaux, aéroports, grands chantiers de construction etc. sont considérables. Nous espérons qu'en cas de nécessité, les pouvoirs publics français d'abord, puis européens ensuite ne resterons pas l'arme au pied. METSO reste la seule entreprise en France et même vraisemblablement en Europe à posséder un savoir faire complet et de qualité au niveau du concassage

**LE NOUVEAU CREDO DE NOTRE DIRECTION (C.E. du 23/09/09). C'EST:
TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS, AVEC INTIMIDATION ET CHANTAGE AUX
LICENCIEMENTS.**

**NOUS INVITONS DONC TOUT LE PERSONNEL A DISCUTER ET A AGIR. ATTENDRE NE
SERAIT PAS BON. LA DIRECTION DU GROUPE, LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT SENTIR
QUE LE PERSONNEL EST ATTACHE A SON ENTREPRISE ET A SON EMPLOI ; A SON
SALAIRE ET A SES CONDITIONS DE TRAVAIL.**

**NOUS INVITONS EGALEMENT LE PERSONNEL A SE SYNDIQUER DAVANTAGE
AFIN DE CONSTITUER UNE EQUIPE PLUS FORTE ET SOLIDAIRE. NOUS EN
AURONS BIEN BESOIN !**

.....

JE ME SYNDIQUE A LA C.G.T. OU A L'UGICT C.G.T.

NOM **Prénom** **Service**

A remettre à un élu C.G.T. OU TELEPHONER AU 03 85 39 67 46.

COURRIEL : Cgt.metso@Wanadoo.fr

Nota : cotisation mensuelle = 1 % du salaire. 66% déductible des impôts (comme les dons).